

Montréal, le 18 septembre 2015

Objet : **Lettre de l'AQOCI aux partis politiques fédéraux**

Madame...

Monsieur...

Dans le cadre de la campagne électorale fédérale 2015, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (l'AQOCI) aimerait connaître les politiques et les mesures proposées par votre parti sur six enjeux importants pour l'aide publique au développement (APD) et la coopération internationale. L'AQOCI regroupe 67 organisations du Québec qui œuvrent, à l'étranger et localement, pour un développement durable et humain. En s'appuyant sur la force de son réseau, elle contribue à l'éradication des causes de la pauvreté et à la construction d'un monde basé sur des principes de justice, d'inclusion, d'égalité et de respect des droits humains.

Les États membres des Nations Unies adopteront officiellement les Objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre d'un Sommet qui se tiendra à New York à la fin du mois de septembre 2015. Ces objectifs formeront le cadre qui devrait guider les efforts du Canada et de toute la communauté internationale en matière de développement jusqu'en 2030. Une des grandes différences de ce nouveau cadre par rapport à celui des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est son caractère universel. En effet, l'universalité des ODD signifie que le Canada devra non seulement appuyer la réalisation de ces objectifs dans les pays en développement, mais également élaborer un plan d'action pour réaliser ces objectifs ici même au Canada. **Si votre parti est élu pour former le prochain gouvernement, quelles mesures prendra-t-il pour réaliser les ODD, tant au Canada qu'à l'étranger?**

Les organisations de la société civile (OSC) sont des actrices à part entière du développement et elles jouent un rôle essentiel dans la promotion des droits humains et la réalisation des objectifs de développement à travers le monde. Mais pour faire leur travail adéquatement, les OSC doivent évoluer dans un environnement propice caractérisé notamment par la possibilité de nouer un dialogue ouvert et constructif avec le gouvernement sur les politiques publiques, et par un financement adéquat des activités des OSC. **Quelles mesures votre parti prendra-t-il pour appuyer concrètement l'action des OSC?**

L'APD joue un rôle très important dans la poursuite des objectifs de développement. Pourtant, la contribution du Canada en matière d'APD se situe très en deçà de l'objectif de 0,7 % du revenu national brut, un objectif qui avait été fixé en 1969 par une commission d'experts des Nations Unies dirigée par l'ancien premier ministre canadien Lester Pearson. Cette contribution diminue même chaque année depuis 2012. En 2014, le Canada n'a consacré que 0,24 % de son revenu national brut à l'aide publique au développement, se classant ainsi au 16<sup>e</sup> rang parmi les 28 pays donateurs membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). **Adopterez-vous une stratégie claire pour augmenter le budget de l'aide publique au développement du Canada de manière à atteindre l'objectif d'y consacrer 0,7 % de son revenu national brut?**

La Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement, en vigueur depuis 2008, exige que l'aide canadienne réponde à trois critères : elle doit contribuer à la réduction de la pauvreté, tenir compte des points de vue des personnes en situation de pauvreté et être compatible avec les normes internationales en matière de droits humains. Le gouvernement doit aussi s'assurer de la mise en œuvre du respect et de la protection de ces droits au Canada. En juillet 2015, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a publié ses observations finales sur la performance du Canada en matière de respect des droits humains et il a fait état de plusieurs défaillances, notamment en ce qui concerne les droits des femmes, des peuples autochtones et des personnes réfugiées. **Quelles mesures prendrez-vous pour garantir la réalisation des droits des femmes, des autochtones et des réfugiés, tant au Canada qu'à l'étranger?**

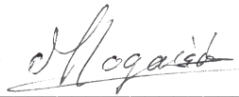
Les compagnies multinationales qui ont leur siège social au Canada doivent respecter les droits humains dans le cadre de leurs activités à l'étranger. De nombreuses multinationales canadiennes, en particulier dans le secteur extractif, ont fait l'objet d'allégations de violation de ces droits au cours des dernières années. **Comment allez-vous vous assurer que les multinationales canadiennes respectent les droits humains à l'étranger et que les victimes d'abus puissent avoir accès à la justice?**

L'évasion fiscale et l'évitement fiscal des individus et des compagnies multinationales contribuent à accroître les inégalités. Selon le Réseau mondial pour la justice fiscale, à l'échelle internationale, l'évasion fiscale coûterait annuellement plus de trois mille milliards de dollars à 145 pays. L'Afrique, par exemple, perd chaque année deux fois plus d'argent en flux financiers illicites qu'elle n'en reçoit en aide internationale. **Comment votre parti compte-t-il lutter contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal au Canada et à l'étranger?**

En décembre 2015, Paris sera l'hôte d'une rencontre cruciale, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, au cours de laquelle les États devront parvenir à une entente ambitieuse définissant des cibles de réduction des émissions de carbone après 2020. Le temps presse. Au cours des dernières années, le Canada a aboli ou affaibli des lois, des

politiques et des institutions jouant un rôle essentiel dans la protection de l'environnement, et il est le seul pays à avoir renié son engagement de réduire ses émissions de carbone en vertu du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques. **Quelle sera votre stratégie pour favoriser la conclusion d'une entente ambitieuse sur le climat à Paris et pour lutter contre les changements climatiques au Canada?**

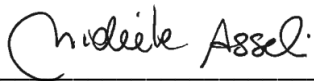
Nous vous remercions à l'avance de la diligence avec laquelle vous voudrez bien répondre à nos questions et nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à nos meilleurs sentiments.



Marie-Pierre Nogarède  
Présidente du CA



Norman MacIsaac  
Président du CA



Michèle Asselin  
Directrice générale